

## Armements, désarmement et sécurité internationale

*Comme chaque année depuis 1969, l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) a publié son rapport, le « SIPRI Yearbook ». Les dépenses militaires et le commerce des armes en tout genre augmentent. La sécurité internationale, elle, ne progresse guère. Jacques Diezi, président du GIPRI résume quelques points essentiels de ce rapport.*

### Les dépenses militaires

Globalement, elles ont augmenté de 6% par rapport à l'année précédente –soit 2.5% du PIB mondial, ou 200 \$ par habitant de la planète. L'accroissement le plus élevé a été enregistré dans les pays de l'Europe de l'Est (162% entre 1998 et 2007, et 15% pour 2007 seulement), la Russie représentant la proportion la plus élevée (13% d'augmentation pour 2007). Les dépenses militaires des Etats-Unis ont représenté 45% du total mondial en 2007, en raison notamment des interventions en Afghanistan et en Irak. La France, le Royaume-Uni, la Chine et le Japon ont contribué chacun pour quelque 4-5% à ces dépenses. Globalement, le nombre de pays ayant accru leurs dépenses militaires a augmenté en 2007.

### Les ventes d'armes globales

En 2006, les 100 premiers producteurs mondiaux ont augmenté leurs ventes de 8% par rapport à 2005. Les 41 firmes américaines ont réalisé 63% des ventes et les 34 industries de l'Europe de l'Ouest 29%.

Les cinq fournisseurs principaux - USA, Russie, Allemagne, France, Royaume-Uni- réalisent 80% des exportations d'armes conventionnelles majeures. Les régions destinataires entre 2003 et 2007 ont été principalement la Chine, l'Inde, les Emirats Arabes, la Grèce et la Corée du Sud. Le SIPRI souligne que les pays exportateurs d'armes le font pour plusieurs raisons : gain d'influence politique et économique, tentative de se substituer à la présence militaire directe d'un autre intervenant, réponse à la puissante pression économique en faveur de la vente d'armes. La valeur financière du commerce international d'armes a été estimée, pour 2006, à 45.6 milliards de \$, soit env. 0.4% du commerce mondial.

### Les armements nucléaires

Début 2008, huit pays « nucléarisés » détenaient quelque 10'200 armes nucléaires opérationnelles -en quelques minutes- sur 25'000 au moins disponibles. Les cinq pays définis comme « nucléaires » par le traité de non prolifération (NPT) de 1968 (Chine, France, Russie, USA, UK) ont tous annoncé leur intention d'étendre leur arsenal. L'Inde, le Pakistan et Israël, qui sont des pays « nucléaires »

de facto hors NPT, ont continué à développer des nouveaux systèmes de missiles nucléaires. Par ailleurs, les Etats-Unis poursuivent leurs recherches concernant une série de programmes de défense active contre des missiles balistiques, potentiellement porteurs de têtes nucléaires.

Face à ces évolutions inquiétantes, la Conférence sur le désarmement de Genève n'a pu progresser dans les négociations relatives à un traité d'interdiction de production de matériel fissile à destination militaire, nombre de pays représentés n'exprimant qu'un enthousiasme très modéré pour cet objectif, à court terme tout au moins.

### Commerce des armements et conflits armés

La bonne santé du commerce des armements va de pair avec la persistance d'anciens ou l'apparition de nouveaux conflits. En 2007, le SIPRI dénombre 14 conflits armés majeurs dans le monde, se situant en Asie (6), Amérique (3), Moyen-Orient (3), Afrique et Europe. Le nombre de conflits armés majeurs tend à diminuer, mais la violence armée devient plus fragmentée, les limites entre les catégories de violences et leurs acteurs s'effacent. Ces aspects étaient particulièrement évidents au Darfour, en Irak ou au Pakistan, lieux des affrontements armés les plus meurtriers. Les violences à l'égard des civils n'ont pas connu de cesse, et le nombre de victimes provoqué par des affrontements de tribus ou de groupes dépassait celui résultant de combats entre forces gouvernementales et rebelles. On peut remarquer que les conflits internationaux restent rares, ils se sont déroulés à l'intérieur de frontières nationales.

### Sécurité internationale

En réponse à ces conflits, 61 opérations de paix ont été conduites en 2007, un nombre plus élevé que les années précédentes. Le coût de ces interventions, et le personnel déployé (près de 170'000 personnes en 2007, dont env. 41% pour le continent africain) sont également en croissance. Ce sont les Nations Unies qui contribuent le plus à ces interventions, suivies de l'OTAN et de l'Union Africaine, qui ont toutes augmenté leurs contributions en personnel, au contraire de l'Union européenne qui les a réduites en 2007.

Si quelques traités internationaux ont été conclus au cours de la dernière décennie dans le domaine des armes, du désarmement et des politiques de sécurité, nombre d'accords élaborés restent non signés ou mis en œuvre. Petite note positive : la Convention sur les mines-anti personnelles est désormais signée par 156 Etats, et de plus en plus de pays participent au « processus d'Oslo » visant à interdire les munitions à fragmentation. ■

**SIPRI Yearbook 2008, Armaments, Disarmament and International Security**

Plus de détails: [www.yearbook2008.sipri.org](http://www.yearbook2008.sipri.org)

## Réflexions sur l'action humanitaire

Le 17 mai, lors de son Assemblée Générale à Genève, Médecins Sans Frontière a invité le Dr. Gabriel Galice, directeur du GIPRI, à présenter des clés de lecture permettant d'éclairer les terrains et les actions d'intervention de l'ONG humanitaire dans trois pays : la Somalie, l'Afghanistan et l'Irak. Quelques extraits de cette intervention :

1. **Le monde est complexe**, de plus en plus complexe car de plus en plus interdépendant, avec des puissances en déclin et des puissances en essor. En déclin ou en essor, les puissances se partagent des zones d'influences, plus ou moins stables.

2. Les images sur le monde, les « **imageries du monde** », invitent au **schématisme** des propagandes ordinaires, d'autant plus efficaces qu'elles sont inconscientes. Les images vues, les mots entendus, vont de soi, nous les intégrons. *Mondialisation, gouvernance, terrorisme* et bien d'autres termes sont des slogans aux allures de concept. **La fusion et la confusion des pouvoirs** politique, économique, militaire, médiatique sont plus **globalisantes** que leur généralisation territoriale.

3. **Les puissants dirigent** mais évitent de se faire mal entre eux. Ils recourent donc à leurs protégés respectifs qui se battent pour eux. Ce sont les « **guerres par procuration** » (« proxy war »). Ce jeu se double d'un autre jeu qui lui est connexe : diviser pour régner : Hutus contre Tutsis, Hamas contre Fatah, Chiites contre Sunnites...mais aussi Inde contre Pakistan...

4. ...Sauf si l'on pense pouvoir **taper sans trop de frais sur un plus petit que soi** : les EU en Irak, l'OTAN contre la Serbie....Je vais **m'arrêter sur l'Irak** où le GIPRI s'est impliqué dès le début, avant la guerre même. Deux pistes de travail : a) la compréhension du succès et du saccage de l'université irakienne, qui fut le phare du monde arabe par le lancement d'une étude sur ce thème ; b) la constitution d'un réseau de solidarité avec les chercheurs irakiens, le RISIPRI. Pas de pays libre sans élite académique et scientifique. Il faut savoir que les scientifiques irakiens font l'objet d'assassinats ciblés.

5. Comprendre le monde en mouvement, c'est apprendre à nous débarrasser d'une maladie : l'« **Occidentalocentrisme** ». L'Europe et les Etats-Unis sont et seront de moins en moins le centre décisionnaire du monde. Nos erreurs précipitent notre déclin. Nous donnons des leçons de morale dont nous nous affranchissons sous de mauvais prétextes. Notre vigilance, à vous militants de MSF, à nous tous citoyens, consiste à ne pas se laisser embarquer dans les fourgons en tout genre, en partance pour de mauvaise croisades, nom que les « occidentaux » donnent à leur Jihad.

6. Des raisons **éthiques, méthodologiques et politiques** d'espérer malgré tout. D'abord discerner les genres et les domaines, les sentiments personnels et les enjeux collectifs. Ne pas mélanger non plus trois domaines interconnectés mais distincts : la morale individuelle (ou éthique), la méthode d'analyse et d'action, la politique comme lieu de débats civiques et d'arbitrages.

André Comte-Sponville a écrit des choses pertinentes, jusqu'à un certain point du moins. Ne pas mettre une éthique alibi à toutes les sauces de nos cuisines les plus sordides. L'éthique est souvent la bonne conscience des dames patronnesses d'aujourd'hui. On ne parle plus de droit au développement mais, plus défensivement, de lutte contre la pauvreté, tenue pour un phénomène naturel. En mettant sur le ring des poids plumes et des poids lourds, le libre-échangeisme commercial affame des populations auxquelles on envoie ensuite des sacs de riz. La critique de Friedrich List dans *Le système national d'économie politique* (1841) reste d'actualité : « *Ce que nous haïssons le plus, c'est cette tyrannie commerciale à la John Bull, qui veut tout engloutir seule, qui ne permet à aucune nation de s'élever à un niveau supérieur ou de se faire valoir, et qui, de surcroît, prétend encore nous faire avaler des pilules, produit de son égoïsme, comme une réalisation purement scientifique et s'inspirant de conceptions philanthropiques.* » Et celle d'Henry Kissinger pertinente (« Le FMI fait plus de mal que de bien », *Le Monde*, 15 octobre 1998) : « *A la différence de l'économie, la politique divise la planète en unités nationales. Si les dirigeants peuvent infliger à leurs populations un certain degré de souffrances pour stabiliser les économies nationales, ils ne sauraient survivre s'ils se font les avocats d'une austérité quasi éternelle sur la base de directives édictées par l'étranger.* »

**En conclusion** : Se faire plaisir, se rendre utile, en défendant une juste cause est moins simple qu'il n'y paraît. Le risque premier est de s'abuser soi-même, de se laisser abuser par les circonstances ou les propagandes.

Il faut donc mettre en doute à la fois **l'enthousiasme** et le **doute méthodique**, scientifique. Se poser des questions « Pourquoi ? » « A qui profite le crime ?...le massacre ? »

Se mettre en question sans douter de l'essentiel. Ne pas s'imaginer que le monde est peuplé de bons et de méchants et que les victimes sont gentilles par principe....

Il faut espérer lucidement « Avoir le regard cruel et le cœur tendre » (Albert Cohen.)

Ayons **le pessimisme de l'intelligence et l'optimisme de la volonté** !.■

---

### Jozef Goldblat à l'Université de Stockholm

(Center for Pacific Asia Studies-CPAS). Le vice-président du GIPRI a été invité à passer quelques semaines en Suède comme « visiting professor ». Il donnera des conférences sur la maîtrise des armements, dirigera un symposium et écrira un article pour le journal du CPAS.

---

L'article de Gabriel Galice,

« **Travailler avec des universitaires irakiens** »

publié dans le N°22, 2 juin 2008 de « Horizons et Débats ». Le journal favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains peut être consulté sous

<file:///C:/Dokumente%20und%20Einstellungen/Francoise/Lokale%20Einstellungen/Temporary%20Internet%20Files/LKDB/index2.htm>

## Eventualités de catastrophes stratégiques globales

*Quelles sont les bonnes questions susceptibles d'apporter des éléments de rationalité qui s'imposeraient à la totalité de la communauté internationale, pour répondre aux catastrophes globales éventuelles, qu'elles soient d'origine naturelle ou humaine? Tel est le programme ambitieux de la dernière réunion de travail du Centre de politique de sécurité de Genève*

Le G. C. S. P. (Centre de politique de sécurité de Genève) a organisé du 5 au 7 juin une réunion de travail et d'échanges sur les catastrophes au plan global. Les thèmes abordés allaient des conséquences d'un phénomène naturel comme un tremblement de terre à celles de la raréfaction de l'eau, du réchauffement climatique ou de la famine causée par la pénurie de produits alimentaires ou encore d'une catastrophe nucléaire. Les conséquences d'une crise majeure du système monétaire international ont aussi été discutées.

### Transparence de la recherche

Les limites entre phénomènes naturels et catastrophes dues à l'intervention humaine peuvent être particulièrement ténues et difficiles à déterminer. Le monde se trouve par essence en perpétuelle évolution. Par exemple, il viendra un moment où le soleil absorbera la planète Terre. Toute vie y aura disparu depuis longtemps, et ce n'est donc pas notre préoccupation actuelle. Mais aujourd'hui déjà, nous apprenons qu'un changement durable de climat peut avoir des conséquences irréversibles.

Comment éviter les initiatives intempestives, le plus souvent dues à des perspectives d'accroissement de pouvoir ou de profit économique immédiat ? Certaines peuvent passer inaperçues ou être dissimulées pour ces mêmes raisons. Parmi les cas les plus extrêmes, il faut mentionner le projet HAARP (*High Frequency Active Auroral Research Program*) qui permet d'interagir avec l'ionosphère et de la modifier localement. Ce programme est régi par l'université de l'Alaska, mais il est difficile de juger de ses résultats et de ses buts car il dépend de l'armée et de la marine américaine. Y a-t-il lieu de le traiter de satanique comme certains sont tentés de le faire ? Non, sans doute, mais il entretient l'ambiguïté actuelle due à l'emploi systématique d'un nombre toujours plus grand de scientifiques par les armées des grandes puissances. Nombre de chercheurs deviennent ainsi des mercenaires, en toute bonne foi ou en toute connaissance de cause. L'inconvénient et le danger majeur sont le secret qui entoure des activités qualifiées de militaires, qui peuvent englober la recherche fondamentale elle-même.

Il ne faut pas négliger le risque de catastrophes dues à des décisions irresponsables de personnages qui n'ont de comptes à rendre à personne et se mettent en dehors du jugement équilibré et prudent de la communauté scientifique. L'exemple le plus célèbre est celui de l'utilisation de l'arme nucléaire sur Hiroshima et Nagasaki malgré les mises en garde de la majorité des meilleurs physiciens de l'époque. Toute erreur similaire aujourd'hui entraînerait naturellement des conséquences sans aucune mesure en comparaison.

### Conséquences à long terme

Certaines pratiques sont plus insidieuses. Elles ne présentent apparemment pas de conséquences néfastes immédiates, mais la réparation du dégât provoqué à long terme peut demander des délais considérables, sinon se révéler impossible. Tel est le cas de certaines atteintes au climat. Il arrive que les intérêts économiques en jeu tentent d'ignorer ou de minimiser les effets prédits ou encore de les mettre en doute. Le domaine en question est d'une très grande complexité. Les évaluations scientifiques y sont naturellement susceptibles d'erreur, mais, quand elles prévoient des catastrophes possibles, il faut non seulement les poursuivre et les affiner, mais aussi prendre les précautions nécessaires en vue d'éviter les cas d'irréversibilité ou de quasi irréversibilité.

### Répartition des matières premières

Dans l'état de notre civilisation, certaines matières premières se révèlent indispensables à son bon fonctionnement. Il faudra bientôt réfléchir à la répartition des plus rares entre activités utiles et inutiles. Elles risquent de devenir rapidement les principales causes de guerre et d'oppression. Les manipulations de conflits localisés au Moyen-Orient en Afrique et ailleurs en sont les premières manifestations.

### Partage des connaissances

La maîtrise de ces problèmes implique pour les puissants un certain nombre de sacrifices, s'ils ne veulent pas en venir aux armes. Le partage et la diffusion des connaissances scientifiques et la poursuite des recherches sont en mesure d'apporter des solutions. Cela suppose une rationalité qui ne s'est jamais retrouvée dans l'histoire jusqu'à ce jour. La solution des problèmes d'alimentation d'une population mondiale en croissance continue, pourrait être une étape décisive. Mais comment aborder de front ce problème des famines et des révoltes inéluctables qu'elles produiront sans se donner les moyens de limiter l'accroissement de la population tellement lié aux impulsions humaines les plus primordiales. Les premières discussions de la conférence annuelle de la FAO (*Food and agriculture organisation*) ne sont pas encourageantes. L'élimination des cultures traditionnelles au profit d'une agriculture industrielle crée une foire d'empoigne, source de spéculation, qui peut elle-même contribuer à l'explosion du système monétaire international. Tout est lié, le problème est global !

Comment poser les bonnes questions susceptibles d'apporter des éléments de rationalité qui s'imposeraient à la totalité de la communauté internationale ? Ce dernier aspect paraît tellement utopique qu'au-delà de l'information utile, la plupart des intervenants, tous de la plus haute qualité, se sont penchés bien plus sur les formes juridiques susceptibles d'éviter les conflits que sur la possibilité et les moyens d'aboutir à l'élimination de leurs causes. ■

*Jean Pierre Stroot, président honoraire*

L'article complet sous [www.gipri.ch](http://www.gipri.ch)

Information sur le centre de politique de sécurité de Genève [www.gcsp.ch](http://www.gcsp.ch)

## Les bombes à sous-munitions

*Les bombes à sous-munitions sont massivement rejetées par les opinions publiques. Du 19 au 30 mai 2008 à Dublin, 111 nations se sont mises d'accord sur un projet de traité interdisant l'usage des bombes à sous-munitions*

Il est souhaitable sinon impératif pour la survie de l'espèce humaine de libérer le monde des guerres alors qu'il dispose d'une capacité toujours plus grande de destruction par les armes. Cependant, en supposant qu'il est réaliste, le chemin est long pour atteindre ce but. Comme étape intermédiaire, un effort important pourrait être entrepris pour éliminer les armements qui tuent les civils innocents durant les guerres et qui continuent de le faire longtemps après l'arrêt des hostilités. Les armes appelées armes de destruction massive (nucléaires, uranium appauvri, chimiques ou biologiques/toxines) sont les plus connues: La radioactivité, l'empoisonnement chimique des humains, des animaux et des plantes ou les maladies graves sont des conséquences de leur utilisation. Mais il y a encore une catégorie d'armes légères telles que les mines antipersonnelles ou les AK-47 qui ont tué plus de 50 millions de personnes après la fin de la deuxième guerre mondiale, et qui ont souvent été transférées des militaires aux enfants soldats. Le fléau que représentent les mines antipersonnelles est reconnu du grand public et une forte mobilisation de la société civile a conduit au traité d'Ottawa, qui n'est sans doute pas parfait puisque les principaux possesseurs ne veulent pas en faire partie.

### Les bombes à sous-munitions

Elles peuvent contenir jusqu'à 650 sous-munitions explosives. Au cours d'un conflit, ces armes peuvent être disséminées sur de grandes surfaces et un grand nombre d'entre elles n'explorent pas. Elles ont été utilisées pour la première fois pendant la guerre civile espagnole à Guernica en 1937. Elles ont alors été considérées comme des « Armes de destruction massive » (ADM) terme aussi utilisé depuis la fin de la deuxième guerre mondiale pour les armes nucléaires, chimiques et biologiques déjà mentionnées. Les armes à sous-munitions ont été utilisées au Kosovo, au Cambodge, en Afghanistan, au Laos, au Tadjikistan, ou au Vietnam, causant la mort de nombreux civils durant les interventions militaires et après. En raison du taux de non explosion immédiate de 10% à 30% elles représentent un danger à long terme. Etant déplacées ou ramassées essentiellement par des enfants qui les considèrent comme des jouets, elles explosent et mutilent ou tuent. Après leur utilisation la plus récente au Liban, on estime qu'environ un million de sous munitions n'ont pas explosé et sont toujours présentes après la fin des combats. La dépollution de ces régions est aussi pénible et dangereuse que l'élimination des mines terrestres. De grandes surfaces agricoles restent donc inaccessibles pour les paysans et leur bétail en raison de ces restes.

### Le traité de Dublin

Parmi les 75 pays -au moins- qui stockent les bombes à sous-munitions moins de 15 d'entre eux les ont effectivement utilisées durant des conflits armés. La réprobation publique a permis de porter au premier plan ce type d'arme pour une prise de conscience publique. Un traité d'interdiction a été préparé lors d'un meeting de plus de 100 nations à Dublin du 19 au 30 mai 2008. Ces armes sont essentiellement en possession des super puissances –USA, Chine et Russie- qui en ont à elles trois plus d'un milliard. Or, ces puissances n'ont pas pris part à l'accord atteint lors de la conférence, car elles ne veulent pas les éliminer. La destruction de ces armes prendra de toute façon de nombreuses années. Un document préparatoire propose un délai de six années pour la destruction des stocks, avec la possibilité de le prolonger jusqu'à 10 ans. La vérification de ces processus est aussi un autre problème épineux. C'est la tâche de la société civile de se mobiliser pour accroître la pression sur les politiques en vue d'engager les pays non signataires. Le GIPRI devrait faire partie de ces groupes de pression. ■

*Gert Harigel*

Texte –en anglais- de l'avant-projet de traité “ *Draft Cluster Munitions Convention* » (21 Janvier 2008)

[http://www.diplomatie.gouv.fr/en/IMG/pdf/projet\\_traite\\_dublin.pdf](http://www.diplomatie.gouv.fr/en/IMG/pdf/projet_traite_dublin.pdf)

l'essentiel du traité (en français)

<http://www.aidh.org/Mines/conf-dublin.htm>

## Conférence de Vancouver sur les problèmes en Arctique

Cette conférence de Vancouver consacrée aux problèmes de l'Arctique a eu lieu en Avril 2008. Josef Goldblat y présentait une communication sur la possibilité d'établir une zone sans arme nucléaire en Arctique dont le résumé est ci-dessous. Le texte intégral sera publié dans un rapport spécial au Canada.

“ In planning the establishment of a nuclear-weapon-free zone, account must be taken of the fact that the United States and the Federation of Russia (the main actors in the proposed denuclearization activities) are immediate neighbours in the Arctic; that both countries front directly on the Arctic basin; and that the Russian Federation exerts direct control over a large part of the Arctic littoral and claims more. These geopolitical considerations are compounded by divergent legal interpretations of the Law of the Sea Convention's article on the continental shelf. In reality, however, the controversies are about who will take possession of the many billion tons of hydrocarbons lying buried in the ocean floor but becoming accessible because of the rapid shrinking of the icecap. The dilemma is how to reconcile the requirements of national security with the economic needs of the states concerned. One could start by formally declaring the entire Arctic area a common legacy of mankind.” ■

*Jozef Goldlat*

## Rechercher la paix : la biologie aussi peut nous éclairer

*Jacques Dubochet, membre du Conseil de Fondation nous rappelle que l'histoire a deux échelles de temps et que la connaissance du développement biologique et culturel des humains peut éclairer avec profit nos efforts altruistes vers plus de solidarité et de paix*

### Les deux échelles de temps de l'histoire humaine

Il est dit que celui qui ne connaît pas l'histoire est condamné à la répéter. Semblablement, il est bien clair que la promotion de la paix nécessite une profonde connaissance historique. Mais l'histoire a deux faces, ou plutôt deux échelles de temps. La première histoire est celle à laquelle il est habituel de se référer. Si l'on prend l'Irak pour exemple, on considérera entre autres que cette région a connu quelque 10'000 ans de culture humaine, 1000 ans de guerres de religions, 100 ans de conflits avec les nations européennes et 10 ans d'intervention US. La deuxième histoire est celle par laquelle l'homme, acteur de la première histoire, s'est constitué au cours de la lente évolution biologique. Il a fallu des milliards d'années pour constituer le milieu vivant d'eau et d'air oxygéné, des centaines de millions pour développer les animaux mobiles et sexués, conduisant finalement, il y a peut-être 100'000 ans, à l'homme moderne - ou presque - que nous connaissons.

### Qu'est-il, cet Homo sapiens ?

Il est intelligent, doué de langage et capable de se faire une représentation complexe du monde. Comme bien d'autres animaux, il est aussi social, altruiste et agressif. Biologiquement, toutes ces propriétés sont remarquables par la façon dont elles ont évolué – pour autant que nous le sachions – et par les effets qu'elles produisent, ici et maintenant. Prenons l'altruisme par exemple. Souvent, nous ne réalisons pas combien l'homme -l'être humain- en est imprégné et nous oublions parfois combien faire plaisir fait plaisir. La biologie et la psychologie modernes prennent conscience de l'importance de cette capacité et en font un important sujet d'étude.

### Les origines mystérieuses de l'altruisme

Biologiquement, l'altruisme inné des humains, comme aussi celui de beaucoup d'autres espèces animales, a un aspect mystérieux. En effet, par définition, l'altruiste favorise autrui plus que lui-même. Ce qui va théoriquement à l'encontre de sa sélection biologique. Ainsi, n'importe quel facteur génétique induisant l'altruisme devrait disparaître petit à petit par sélection naturelle. Darwin avait bien relevé l'importance et la difficulté du problème. Cent cinquante ans plus tard, nous commençons à y voir plus clair, pour les insectes tout au moins. Ainsi, les fourmis ouvrières s'aident mutuellement de manière exemplaire, et les abeilles meurent en défendant l'accès à la ruche. On sait aujourd'hui que les individus altruistes entre eux sont génétiquement très proches, voire même des clones du .....

même individu. Peu importe alors pour la pérennité du trait que le survivant soit l'un ou l'autre de ces individus. Il est possible que l'importance de la famille dans la société humaine ait une même origine.

### Avantages à court terme et avantages à long terme

Mais l'altruisme humain, qui existe aussi entre individus non apparentés, semble plus difficile à expliquer. Une chose semble pourtant claire : l'évolution de ce trait a nécessité des processus de sélection agissant non seulement au niveau de l'individu mais aussi au niveau du groupe. À un moment donné de notre histoire biologique, l'homme a dû être durablement exposé à une situation par laquelle l'avantage dont bénéficiait le groupe altruiste surpassait le désavantage porté par l'individu altruiste. Un tel processus s'étudie utilement aujourd'hui par les simulations de la théorie des jeux. Certes, retrouver la réalité historique dans laquelle l'altruisme humain s'est développé est une autre affaire, mais les grandes lignes du scénario sont bien visibles. En ce temps-là, les populations, en voie de devenir humaines, étaient fragmentées en petits groupes qui se combattaient féroce ment. Le groupe vaincu était éliminé, le vainqueur survivait, se multipliait et, à terme, se fragmentait en nouveaux sous-groupes. C'est ainsi que, au fil du temps, l'altruisme qui peut donner au combat un avantage décisif, a été sélectionné au sein du groupe.

Comme Janus pourtant, un tel mécanisme à deux faces. L'avantage que confère l'altruisme au sein du groupe va de pair avec l'agressivité et la combativité envers les groupes extérieurs. Il se pourrait donc bien que des millions d'années d'évolution nous aient imprégnés de cette bienveillance naturelle envers ceux que nous reconnaissons comme membres de notre groupe tout comme cette fureur envers ceux que nous jugeons étrangers.

### Héritage biologique et héritage culturel

La situation a bien entendu changé. La culture nous imprègne, et interagit puissamment avec notre héritage biologique. Nous analysons le présent pour tenter de maîtriser l'avenir, mais, *mutatis mutandis*, les instincts acquis en d'autres temps sont toujours là. Ils sont un héritage qui, comme les autres propriétés humaines, ne peut être balayé et caché sous le tapis. Mieux le connaître et mieux comprendre comment cet héritage agit ici et maintenant nous aidera à comprendre notre présent et orienter notre avenir vers une plus grande capacité à résoudre les conflits et promouvoir la paix. ■

*Jacques Dubochet*

## Les armées secrètes de l'OTAN

Daniele GANSER, Editions Demi-Lune, Paris, 2007

Le terrorisme n'est pas toujours là où on veut nous le faire croire. Le livre historique de Daniele Ganser « *Les armées secrètes de l'OTAN : réseaux Stay Behind, Opération Gladio et terrorisme en Europe de l'Ouest* », en apporte la démonstration. L'auteur, jeune chercheur suisse du Centre d'Etudes de Sécurité de l'Ecole Polytechnique ETH de Zurich révèle comment l'OTAN a organisé, pendant la Guerre Froide, des réseaux clandestins en Europe de l'Ouest. Ceux-ci commirent des attentats (tel la bombe qui, le 2 août 1980, fit dans la gare de Bologne 85 tués et 200 blessés) parfois indûment imputés à l'extrême gauche et s'associèrent à des coups d'Etat, réussis ou manqués.

Ces réseaux furent officiellement conçus par l'Etat-major de l'OTAN pour harceler et combattre l'arrière (d'où leur appellation « Stay Behind ») des troupes du Pacte de Varsovie dans l'éventualité de leur attaque de l'Europe de l'Ouest. Cette argumentation dissimulait une visée plus large : disposer de groupes paramilitaires associés à des politiciens, sous contrôle de décideurs extérieurs au pays concerné. Ces groupes paramilitaires comprenaient des militants d'extrême droite dont certains étaient membres de la police ou des forces armées. Leur entraînement et leur coordination étaient assurés par les services « action » des Agences de Renseignements nationales, au premier chef la CIA étasunienne et le MI-6 britannique. Les forêts dissimulaient des caches d'armes et des commandos de volontaires s'entraînaient aux côtés de forces spéciales ou sous leur instruction.

La révélation a commencé à la fin des années 1990, avec la mise au jour de la branche italienne de l'organisation Stay Behind, à savoir le réseau Gladio. Ce n'est pas un hasard : l'Italie fut plus massivement concernée que les autres pays. Dans un document secret du 21 avril 1950, le président Truman notait que l'Italie était un pays clé pour la sécurité des Etats-Unis et que tous les moyens, y compris militaires, devaient pouvoir être mis en œuvre pour empêcher l'accession au pouvoir du Parti Communiste Italien. La Mafia fut mise à contribution dans les stratégies subversives. Pendant la dernière guerre mondiale, le mafieux Luciano emprisonné aux Etats-Unis négocia une réduction de peine au prix de sa collaboration à la libération de la Sicile et du reste de l'Italie. L'ingérence politique concerna aussi la France. L'expulsion des communistes du gouvernement Ramadier fut une condition des Etats-Unis au maintien de leur aide économique. Six mois plus tard, les socialistes français se vengeaient en révélant le « Plan Bleu » fomenté par des extrémistes de droite appuyés par la CIA. Pour autant, Paul Ramadier, président du Conseil, reconstitua un groupe anti-communiste au sein du SDECE, l'un des services de renseignement français, sous le nom de « Rose des Vents » (emblème de l'OTAN)

Après l'Italie et la France, Daniele Ganser passe en revue « la guerre secrète » en Espagne, au Portugal, en Belgique, aux Pays-Bas, au Danemark, en Norvège, en Allemagne, en Grèce (avec le succès du putsch des colonels en 1967), en Turquie.

La Guerre Froide est finie. Ce type de réseaux a-t-il cessé ? Il est permis d'en douter. L'OTAN demeure et la « guerre au terrorisme » justifie, aux yeux de nombreux dirigeants, tous les abus contre l'Etat de droit. Des séquelles perdurent, telle la partition de l'île de Chypre entre une partie turque et une partie grecque. Daniele Ganser relate les propos méprisants du président Johnson à l'Ambassadeur de Grec aux Etats-Unis, à l'été 1964, lui enjoignant de procéder à une partition de l'île. Ganser note que, pour les européens, les méthodes brutales ne sont pas une partie de la solution de la lutte contre le terrorisme mais une partie du problème. ■

Gabriel Galice



---

**CESIM, le Centre d'Etudes de Sécurité Internationale et de Maîtrise des armements** à PARIS <http://www.cesim.fr/> publie « l'Observatoire de la non prolifération » et dans sa rubrique mensuelle spécifiquement « européenne » rend compte de l'engagement de l'Union Européenne en matière de non-prolifération et désarmement.

---

Publications du **Centre d'Etudes sur les Conflits**, Paris :  
Revue Cultures & Conflits  
Collection Cultures & Conflits  
<http://www.conflits.org>

En ligne :  
« Circulation et archipels de l'exception » n°68  
<http://www.conflits.org/index5133.html>  
« Xénophobie de gouvernement, nationalisme d'Etat » n°69  
<http://www.conflits.org/index7082.html>

Numéros à paraître en 2008 :  
n°70 (2/2008) : « Altermondialisme(s) oublié(s) »  
n°71 (3/2008) : « Prisonniers du passage. Circulation et contrôle des étrangers : les technologies et les acteurs du confinement »

Le **GIPRI**  
en association avec l'**UNIDIR**  
(United Nations Institute for Disarmament Research)  
et le **Pôle Bernheim** de l'Université Libre de Bruxelles

organise son

**20<sup>ème</sup> cours d'été**

**« Quel Irak Demain? »**

**du 11 au 22 août 2008, Genève – Suisse**



Photo © Caecilia Pieri, Bagdad, 2004

**La leçon inaugurale ouverte au public sera assurée par**

**Pr. Pierre-Jean LUIZARD,**

**auteur de « La question irakienne »**

**Lundi 11 août 2008, à 10h00.**

L'Irak nous concerne plus directement que certains ne veulent le croire. L'instabilité là-bas nous menace ici. Elle nous expose aux attentats, elle rogne nos libertés en vertu de la lutte contre le terrorisme, elle tend à remplacer l'Etat social (Welfare) par l'Etat sécuritaire militaro-policiier (Warfare).

Des spécialistes, des femmes et des hommes du terrain livreront leurs témoignages, leurs analyses, leurs perspectives. Une part importante sera consacrée aux échanges avec les étudiants. De tels échanges seront d'autant plus approfondis et féconds que les étudiants auront préparé le cours par des lectures indiquées en bibliographie.

Vous pouvez consulter le **programme du 20ème cours d'été** sur le site Internet du GIPRI.

**INSCRIPTIONS – CONTACTS - RENSEIGNEMENTS**

**GIPRI**

**[cviret@gipri.ch](mailto:cviret@gipri.ch) - [www.gipri.ch](http://www.gipri.ch)**

**INSTITUT INTERNATIONAL DE  
RECHERCHES POUR LA PAIX  
A GENEVE (GIPRI)**

*Présidente du comité d'honneur : J. Berenstein-Wavre*

*Bureau de la Fondation : J. Diezi (prés.), J. Goldblat (vice-prés.), M. Kohen (secr.), G. Harigel (trésorier), F. Bieri-Hirlemann (chargée de publications).*

*Collaborateurs : G. Galice (directeur), Cecilia Viret-Quezada (adjointe à la direction), Y. Jänchen (cheffe de projet), M-P. Mol (chargée de mission), (traducteur), André Pfeffer (comptable), Satagiaires : Elyssa Labben, Claire Lucien, Carlos Sarmiento, Frédéric Longuemare, Fouad Illias et Matteo Simoni.*

---

Les opinions exprimées dans cette lettre n'engagent que leurs auteurs.

---

[Pour recevoir directement une copie de cette lettre, il vous suffit d'en faire la demande en cliquant sur ce lien.](#)